

Unité départementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Éolien & Sites pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 4 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAYR MELNHOF PACKAGING FRANCE

ZI Plaine des Isles
89470 MONETEAU

Références : 230003
Code AIOT : 0025400001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement MAYR MELNHOF PACKAGING FRANCE, implanté ZI Plaine des Isles - 89470 MONETEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAYR MELNHOF PACKAGING FRANCE
- ZI Plaine des Isles - 89470 MONETEAU
- Code AIOT : 0025400001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MM PACKAGING exploite une unité de fabrication d'emballages pliants en carton sur le territoire de la commune de MONETEAU.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accident
- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Mesure d'information en cas d'incident	Arrêté Préfectoral du 14/11/2005, article 40	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Prévention des pollutions accidentelles des eaux	Arrêté Préfectoral du 14/11/2005, article 11.4	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les deux arrêtés de mises en demeure du 23/09/2020 et du 17/09/2021.

Le départ de feu ayant eu lieu le 24/07/2022 a été bien géré par l'exploitant. Le rapport d'incident devra être transmis à l'IIC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Centrale incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/09/2020, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Centrale incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les dispositions prévues à l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2019 en remettant la centrale incendie en complet et bon état de fonctionnement, suivant les échéances suivantes : 1.signature de la commande, avant le 15 octobre 2020, 2.réalisation de la première tranche de travaux (zone de production), avant le 28 février 2021, 3.réalisation de la seconde tranche de travaux, avant le 30 avril 2021, 4.finalisation des travaux par la troisième tranche, avant le 30 juin 2021.
Constats : L'exploitant a installé une nouvelle centrale incendie. Les tests de fonctionnement ont été réalisés. Des raccordements doivent être encore réalisés, notamment pour asservir la détection à la fermeture automatique des batardeaux. L'intervention de la société DESSAUTEL est prévue le 29/11/2022. L'exploitant a présenté les factures de réalisation des interventions et la confirmation du dernier rendez-vous d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : batardeaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, batardeaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en place dans l'atelier de production, les batardeaux automatiques à l'ensemble des portes et issues, asservis à la centrale de détection incendie du site
Constats : L'exploitant a installé les batardeaux et changer la centrale incendie. La nouvelle centrale incendie fonctionne mais des problèmes de raccordement sont apparus concernant l'asservissement automatique des batardeaux. L'intervention de la société DESSAUTEL pour l'asservissement est programmée pour le 29/11/2022. L'exploitant a présenté le devis et la confirmation du rendez-vous.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vanne d'isolement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Vanne d'isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en place une vanne d'isolement afin de confiner au niveau des quais les eaux d'extinctions du réseau des eaux pluviales
Constats : L'exploitant a présenté la facture d'installation de la vanne d'isolement par la société EUROVIA. L'IIC a constaté que la vanne est identifiée et accessible au niveau du quai d'expédition. L'exploitant prévoit par ailleurs de raccorder la fermeture automatique de la vanne à la détection incendie. Ces travaux seront réalisés par la société DESSAUTEL le 29/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesure d'information en cas d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2005, article 40
Thème(s) : Risques accidentels, Mesure d'information en cas d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.
Constats : Un incendie a eu lieu le 24/07/2022 sur le site. L'exploitant a prévenu l'IIC par mail. L'exploitant doit transmettre un rapport d'analyse comprenant <i>a minima</i> les causes, les effets et conséquences sur les personnes et l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou long terme. Il s'appuiera sur le modèle du BARPI disponible à l'adresse suivante : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours et d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 32.5.1 Moyens matériels L'établissement est doté au moins : <ul style="list-style-type: none"> • d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles, identifiés et facilement accessibles. Les agents d'extinctions doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. [...] Ces matériels doivent être accessibles et utilisables en toutes circonstances. Ils doivent être conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.
Constats : L'exploitant a présenté à l'IIC les rapports des dernières vérifications des extincteurs du 16/12/2021. Les extincteurs qui ont été utilisés lors de l'incendie du 24/07/2022 ont été changés le 03/08/2022. L'exploitant a présenté à l'IIC la facture du changement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage.</p> <p>Des allées d'au moins 3 mètres de largeur minimum, entretenues en état de propreté sont réservées entre les îlots de façons à faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.</p> <p>Les îlots sont disposés au minimum à 1 mètre des murs coupe-feu afin de faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie</p> <p>La hauteur des stockages de produits finis dans la zone d'expédition ne doit pas excéder 8 mètres. Un espace libre d'au moins 1 mètre doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.</p> <p>La hauteur des stockages de produits finis dans la zone de stockage des produits finis ne doit pas excéder 5 mètres.</p> <p>Les en-cours de production dans l'atelier doivent être stockés en masse, sur une hauteur ne devant pas excéder 3 mètres.</p> <p>Le stockage est divisé en îlots dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 600 m³. Si l'installation est équipée d'un système de type sprinklage, ce volume est porté à 1 200 m³.</p>
Constats : L'IIC a constaté que le stockage est organisé selon les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté d'autorisation du 21/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2022, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Le site est en capacité de retenir les eaux accidentellement polluées pour un volume total de 970 m³.</p> <p>Constats : Le site dispose de plusieurs capacités de rétentions réparties sur le site permettant de retenir les eaux polluées en cas d'incendie. La capacité globale de rétention est de 970 m³ minimum.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Eaux résiduaires autres (EU)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/04/2022, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux résiduaires autres (EU)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires sont collectées et éliminées en tant que déchets industriels. L'exploitant tient à jour un inventaire exhaustif des GRV présents sur son site. L'inventaire indique : <ul style="list-style-type: none"> • la désignation de l'effluent, • le volume moyen annuel généré, • le mode d'élimination.
Constats : Le site collecte ses effluents industriels dans les GRV. L'IIC a constaté que des GRV sont entreposés sur des rétentions dans la zone déchets en attente d'enlèvement. Ils sont clairement identifiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2005, article 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : L'IIC a constaté que des contenants de déchets liquides (IBC) en attente d'enlèvement ont été placés sur des rétentions non adaptées. L'exploitant a indiqué qu'en raison d'un manque de place dans la zone déchet, il est dans l'obligation de stocker ses IBC hors de la zone prévue à cet effet. Un projet de nouvelle zone déchet est en cours et sera prochainement présenté à l'IIC. Dans l'attente, l'exploitant doit stocker les IBC et tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution sur des rétentions adaptées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours